

Discours de Sicco Mansholt à la Conférence agricole des États membres de la CEE (Stresa, 3-12 juillet 1958)

Légende: Sicco Mansholt, vice-président de la Commission de la CEE en charge des questions agricoles, remercie les délégations des six États membres de la Communauté économique européenne réunies à Stresa du 3 au 12 juillet 1958 pour discuter de la politique agricole commune.

Source: Communauté européenne (sous la dir.). Recueil des documents de la Conférence agricole des États membres de la Communauté économique européenne à Stresa du 3 au 12 juillet 1958. Luxembourg: Service des publications des Communautés européennes, 1958. 250 p.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_sicco_mansholt_a_la_conference_agricole_des_etats_membres_de_la_cee_stresa_3_12_juillet_1958-fr-d0f7f3a5-f392-4872-a8ea-637eed3802e5.html

Date de dernière mise à jour: 24/10/2012

Discours de Sicco Mansholt à la Conférence agricole des États membres de la CEE (Stresa, 3-12 juillet 1958)

Excellences, Mesdames, Messieurs,

J'ai l'agréable devoir de remercier très chaleureusement M. Ferrari-Aggradi, ministre de l'agriculture d'Italie, pour ses paroles, qui témoignent non seulement d'une connaissance intime des questions débattues, mais aussi d'une ferme volonté de résoudre les problèmes auxquels nous devons faire face.

M. Ferrari-Aggradi, à qui j'adresse mes remerciements, ne s'occupe que depuis peu de problèmes agricoles, en qualité de ministre de l'agriculture, mais je crois exprimer l'avis de tous si je dis que nous avons devant nous un homme d'une vaste et riche expérience, qui sait que l'agriculture ne pose pas seulement des problèmes économiques, sociaux et techniques, mais aussi des problèmes d'ordre sociologique, politique, et naturellement aussi des problèmes psychologiques. Nous ne devons, je pense, jamais perdre ceci de vue dans nos travaux, car nous avons touché là une corde qui a résonné pendant toute la durée des débats de cette conférence, et vos paroles, Monsieur le Ministre, ont encore amplifié cette résonance.

En premier lieu, j'aimerais maintenant adresser quelques mots de remerciement à tous ceux qui ont facilité ma tâche de président de cette conférence, aussi bien aux délégués qu'à tous les participants aux travaux de la conférence : j'ai souvent pris part à des conférences agricoles, mais je n'ai trouvé que rarement une telle atmosphère, et j'ai éprouvé plaisir véritable à assumer la direction de ces débats.

La conférence de Stresa touche donc à sa fin, et je ne crois pas exagérer en constatant qu'elle a pris une portée particulière.

Pour ceux qui ne sont pas encore à même d'apercevoir les racines profondes des problèmes de politique agricole, faute de contacts suffisants avec ces problèmes, il est peut-être difficile de comprendre pourquoi la présente conférence prend une telle importance, et en quoi elle se distingue des nombreuses conférences agricoles qui l'ont précédée.

Rassurez-vous, je n'entends pas rappeler par le détail les faits consignés dans les rapports ni récapituler tout ce qui est inscrit dans la résolution. Je préfère vous présenter une synthèse de quelques problèmes majeurs, qui ont été à la base de nos délibérations au cours des journées de Stresa, et j'aimerais commencer à ce propos par une constatation qui s'est nettement dégagée de cette conférence, à savoir que l'agriculture n'entend plus rester dans l'isolement, que l'agriculture a conscience d'être et veut être partie intégrante de notre économie nationale tout entière.

Déjà la composition des délégations, la masse de documentation qu'elles ont apportée, et surtout la manière dont les délibérations ont été conduites au sein des commissions prouvent que c'est dans cet esprit que nous nous sommes réunis et c'est en définitive ce qui transparaît dans la résolution que nous avons adoptée ce matin.

Au cours de cette conférence, nous avons pu constater qu'il est devenu nécessaire de poser les problèmes de la politique agricole dans un cadre élargi, et qu'il est exclu d'essayer de résoudre ces problèmes dans le cadre du seul secteur agricole, mais au contraire que le développement général économique et social de notre économie nationale devra s'inspirer du souci de donner à l'agriculture la place qui lui revient.

En revanche cela implique, comme il est d'ailleurs apparu très clairement au cours de cette conférence, que la politique agricole de notre Communauté doit s'appliquer à renforcer ses bases.

Les questions traitées en commission, et notamment dans les commissions II et III, se rattachent essentiellement à cet ordre d'idées. La commission I a pu faire le point de la situation actuelle et déterminer quelle est actuellement la structure agricole de l'Europe occidentale.

Nous constatons d'abord une grande diversité, mais nous voyons aussi qu'à beaucoup d'égards

l'exploitation agricole est désuète et loin d'être à la hauteur de la mission qui lui incombera à l'avenir, qu'il y a beaucoup à améliorer sur le plan technique, économique et social.

Puis viennent les problèmes du sol, de l'eau, de l'énergie, des transports, des débouchés, de la transformation, et je crois qu'un des grands mérites de cette conférence aura été de dégager nettement, dans les rapports encore sommaires traitant de ces problèmes extrêmement vastes, le lien qui existe entre ces divers éléments.

Je crois aussi qu'il est particulièrement réconfortant que cette conférence ait donné lieu à une franche discussion sur la doctrine, sur le but à assigner à notre politique agricole, c'est-à-dire sur la nécessité d'orienter la structure de notre agriculture vers une saine exploitation familiale.

Cette question a été largement débattue au cours de cette conférence, et je bénirai le jour où chacun pourra en tous lieux reconnaître que l'exploitation saine, l'exploitation familiale constitue vraiment sur le plan technique et économique, et naturellement aussi sous l'angle politique, la base nécessaire de l'agriculture de l'Europe occidentale. Je considère cela comme essentiel, car pour notre Commission, pour notre Communauté, il n'y aura pas de politique structurelle, ni de politique de marché, si l'on perd de vue ce point de départ, qui est aussi en définitive notre but à long terme.

Je crois en outre très important qu'il ait été clairement établi au cours de cette conférence qu'une amélioration d'ensemble sur la structure du secteur agricole ne saurait ni ne devrait être dissociée de ce que je me permettrai d'appeler ici le problème de la structure industrielle, car il faut nous garder de considérer l'agriculture comme un élément qui n'a qu'à s'adapter, qu'à suivre ce qui se fait ailleurs. Je crois que si l'agriculture accomplit ce qu'on attend d'elle, elle peut de son côté attendre qu'il soit tenu compte de ses besoins dans le développement de la structure industrielle en Europe occidentale. Je perçois donc ici une interaction, en ce sens que le développement économique et social en Europe occidentale devra contribuer au développement d'une agriculture saine.

Il est bien vrai aussi que la conférence a mis en lumière les limites des possibilités offertes par notre politique.

Nous exigeons d'une part pour tous ceux qui travaillent dans l'agriculture – et ceci a été clairement exprimé dans cette enceinte – un niveau de vie comparable à celui qui est atteint dans d'autres secteurs de l'économie, et nous souhaitons donc à cet égard rechercher l'intégration sociale de la population rurale. Nous formons le vœu que l'agriculture soit admise sans restriction dans le corps social. Il est heureux qu'il n'ait pas exclusivement été question du niveau de vie, car nous exigeons que l'intégration spirituelle et culturelle se réalise également. Il faudra donc beaucoup faire pour le développement des régions rurales d'Europe occidentale avant de pouvoir affirmer que nous avons là aussi abouti à des résultats. Je n'ignore pas que cette tâche n'incombe pas directement à notre Communauté, mais il nous faudra en assurer la possibilité et ce sera aux organismes, aux oeuvres culturelles des peuples de faire bon usage des possibilités qui auront été créées.

Constatons d'autre part que nous ne pouvons recourir à tous les moyens. Nous sommes limités dans notre action. A certains points de vue nous avons encore les mains liées, et lorsque nous parlons par exemple de relever le niveau de vie, nous ne pouvons y parvenir automatiquement en accroissant la production, si intéressant que cela puisse être individuellement sur le plan mondial.

Nous savons qu'il existe des limites précises et que le problème de l'équilibre entre la production d'une part et la demande d'autre part est devenu pour nous une réalité et peut-être même une réalité impérieuse.

Beaucoup dépendra de la politique que nous adopterons et nous devons agir avec beaucoup de circonspection et d'à-propos pour faire en sorte d'atteindre réellement notre objectif. La réalisation matérielle de la thèse exposée ci-dessus peut avoir des conséquences graves, alors que nos rapports avec les pays tiers sont également pour nous d'une grande importance.

Lorsque nous parlons du rapport à instaurer entre la production et la demande, nous devons tenir compte de notre position par rapport aux pays tiers et, à cet égard, je suis extrêmement heureux de constater que, dès le début de cette conférence, le ton négatif que nous avons si souvent entendu dans le passé ne s'est plus fait entendre. Dans ce domaine également, on note au contraire une ferme intention de conjuguer harmonieusement la réforme nécessaire de l'agriculture et des populations rurales en Europe, d'une part, et les efforts pour réaliser une liaison plus étroite avec nos partenaires, d'autre part. Il nous faudra beaucoup de sagacité pour trouver le juste milieu. Je constate que nos rapports avec les pays tiers peuvent avoir une grande importance pour un développement judicieux de notre agriculture, et je crois que nous avons déjà pu établir qu'il est impossible d'amener l'agriculture à un sain développement en l'absence d'échanges commerciaux soutenus et étendus avec les pays voisins et le reste du monde. Aussi je pense pouvoir affirmer – et c'est encore un des leitmotivs de notre conférence – qu'il est particulièrement important d'avoir convié à nos travaux les organismes et experts, tant de l'industrie transformatrice que du commerce, en vue de l'écoulement à l'intérieur de nos frontières communes, mais surtout au regard des débouchés extérieurs. J'estime donc qu'il est important pour le développement de notre agriculture d'établir nettement qu'il ne peut ni ne doit y avoir en ce sens d'antagonisme entre l'agriculture, d'une part, et le commerce et l'industrie, d'autre part.

Ajoutons quelques considérations sur notre attitude à l'égard des territoires d'outre-mer. J'estime qu'il est nettement apparu en l'occurrence que nous avons très bien compris la nécessité de développer ces territoires, auxquels nous sommes étroitement liés, et que leur développement influencera sans aucun doute notre façon de penser et d'agir.

En fait, ces quelques points essentiels qui se dégagent de nos débats ne se sont pas cristallisés uniquement au cours de cette session. Je pense pouvoir affirmer que nous sommes tous venus à Stresa avec nos propres idées, que nous les avons franchement exposées et que notre échange de vues s'est révélé infiniment fructueux. Je prétendrai même que cette rencontre et ce travail en commun ont été féconds pour tous. Lorsque j'évoque le travail en commun, je ne songe pas uniquement aux délégations et à tous ceux qui n'ont pas ménagé leur peine dans les commissions, si importants qu'en soient les travaux, car j'avoue simplement que nous n'aurions pas abouti si chacun de nous n'avait assuré le succès de cette conférence.

En ma qualité de président, je me fais donc un devoir d'exprimer ma gratitude à tous ceux qui ont contribué à nos travaux ; en premier lieu, bien entendu, au gouvernement italien. Je suis sûr que M. Ferrari-Aggradi voudra bien transmettre nos remerciements à son gouvernement, et je profite de l'occasion pour exprimer ma gratitude à la ville de Stresa et en particulier à son maire, M. Cattaneo, qui nous ont reçus dans un esprit d'aimable hospitalité sur les rives du lac Majeur.

J'aimerais ensuite remercier les journalistes qui ont fait preuve de tant de patience dans leur longue attente, et aussi parce que, simultanément, ils ont tout fait pour donner à cette conférence le plus grand écho possible – et dans les pays membres et même au-delà. Je crois pouvoir affirmer que les journalistes présents à cette session ont fait de l'excellent travail, ainsi que nous avons pu le constater par les réactions de la presse dans les différents pays.

Et puis, je tiens également à exprimer ma reconnaissance à ce que j'appellerai le mécanisme diligent, invisible pour nous, qui n'apparaît pas dans cette salle de conférence, mais qui a veillé à faciliter toute cette activité technique et administrative que l'on sait indispensable. Sans vouloir nommer personne, je songe en particulier au personnel organisateur qui a tout fait pour permettre cette réunion dans cette enceinte, au secrétariat général et à l'administration dans son ensemble, et en premier lieu je tiens à remercier tout particulièrement le service d'interprétation et le service de traduction. D'une part, il semble bien pitoyable qu'en parlant d'une Europe unie nous ayons parfois tant de mal à nous comprendre. Mais je crois pouvoir dire que, grâce à ces interprètes, qui devaient à la fois parfaitement comprendre le sens de nos paroles et bien saisir ce que l'interlocuteur voulait savoir, nous avons pu échanger nos idées. La traduction ne peut pas être considérée comme un travail très simple. Il y faut beaucoup de solides connaissances spécialisées. Beaucoup d'entre vous n'auront pas remarqué peut-être tout le travail accompli ces derniers jours, ou plutôt ces dernières nuits. Je crois vraiment que nous avons trop exigé. Mais il est apparu que, lorsqu'un certain esprit préside à la tâche, il est possible de beaucoup faire en peu de temps, grâce à l'esprit d'équipe et

à une bonne coopération. J'engloberai donc tous ceux qui ont participé à cette tâche : techniciens, secrétaires, huissiers, bref, tous ceux qui ont rendu notre travail possible et je leur dirai très cordialement merci.

J'aimerais ensuite, Mesdames et Messieurs, vous dire qu'à mon avis nous devons bien prendre conscience de ce qui est réellement en jeu en ce moment, et je crois que cela n'aurait pu être mieux exprimé que par l'ambiance qui a régné au cours de cette session. Lorsqu'au début de cette allocution je vous ai entretenus d'un sentiment que j'avais éprouvé, mon propos avait trait à l'ambiance dans laquelle les délibérations se sont déroulées, ambiance nouvelle dans le domaine des conférences agricoles. Au cours de cette session nous avons été animés de la volonté de rechercher en commun la solution des problèmes, sans nous borner à élever des objections, ce qui ne veut pas dire que les objections ont été passées sous silence, bien au contraire. Je pense qu'il est bon d'exposer très franchement les problèmes et leurs difficultés, mais c'est la manière qui fait toute la différence. Quand les problèmes sont posés de manière à amener une solution équitable, on est dans le vrai. Lorsqu'ils sont posés, pour ainsi dire, avec le souci d'arracher des concessions à l'interlocuteur, le principe est mauvais. Quelle en a donc été la raison ? Je crois que l'une des raisons en a été la conviction profonde de chacun de nous que nous ne pouvons plus résoudre nos problèmes, par nos propres moyens, dans l'isolement de notre pays. Je crois que tous, nous partageons maintenant cette conviction, et il nous appartiendra désormais de répandre largement l'idée que le cours même des événements nous oblige désormais à nous unir. L'heure a donc sonné de mettre au point un système que rien ne pourra entraver. Ceux qui hésitent parfois distinguent mal la toile de fond de cette évolution historique, qui contribuera à déterminer notre travail à l'avenir.

Je crois en second lieu pouvoir dire que l'ambiance favorable dans laquelle cette conférence s'est déroulée s'explique aussi parce que nous comprenons la nécessité d'établir une Communauté et la nécessité de croître avec et par elle, nécessité qui veut que nous portions chacun notre fardeau, mais que les fardeaux inéluctables, nous les portions en commun et qu'en commun nous assumions la responsabilité. C'est bien là l'esprit de coopération nécessaire à la réalisation de notre but. Puisqu'il y va de notre avenir, il faut espérer, surtout pour les institutions de la Communauté et pour les gouvernements participants, que nous saurons nous débarrasser du mode de pensée étroitement national. Il nous sera en effet impossible d'agir si nous ne visons qu'à imposer des sacrifices à autrui. Il faudra opérer autrement. Il faut en arriver à porter tous en commun l'ensemble des fardeaux des différentes parties de la Communauté. Lorsque j'évoque les responsabilités de chacun, je ne songe pas uniquement aux gouvernements ; non, il faut que tous les intéressés en prennent leur part. C'est pour cette raison qu'il est réconfortant de voir ici réunis un si grand nombre de représentants des secteurs économiques intéressés. Je dirai en conclusion qu'il nous faudra poursuivre notre oeuvre en commun, dans la ligne qui a été tracée ici, à Stresa. En ouvrant la conférence, M. le président Hallstein a souligné, à juste titre, que les liens que nous nouons ici doivent être renforcés et multipliés, et il faudra nous hâter d'y pourvoir. La conférence de Stresa n'est pas un aboutissement, c'est un commencement. Aussi notre travail ne pourra-t-il s'accomplir dans la solitude d'un cabinet d'études, mais se placer sur le terrain du concret et notre but ne pourra être atteint que si nous entrons dans la dure réalité. Nous aurons à coopérer avec les gouvernements pour nous efforcer en commun de résoudre les problèmes, avec les organisations d'agriculteurs, avec les associations professionnelles, avec les représentants de l'industrie et du commerce, et n'oublions surtout pas la collaboration nécessaire avec les milieux scientifiques, qui s'intéressent à ces questions.

Si pour terminer, je demande ce que l'avenir nous réserve, nous devons nous garder d'une illusion et éviter de croire qu'un avenir meilleur nous écherra désormais sans efforts. Loin de là, je pense que nous sommes assurément convaincus qu'il nous faudra travailler très durement et qu'il nous faudra même lutter. Mais alors nous saurons qu'il y va d'une grande oeuvre, qu'il y va d'un nouvel et meilleur avenir pour beaucoup qui actuellement désespèrent ; et qu'il s'agit en fait d'une réforme qui prendra de nombreuses années, réforme de l'agriculture, mais aussi de tout notre monde occidental, où nous devons prendre notre responsabilité d'élément solide et vivace.